

## Entre Trump et l'UE, accord asymétrique en vue



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le commissaire au commerce, Maros Sefcovic, à Bruxelles, le 9 juillet. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/AFP

Virginie Malingre

### Le plan actuel prévoit que les biens européens importés aux Etats-Unis subissent des droits de douane de 15 %

BRUXELLES - bureau européen

Ursula von der Leyen a beau être en Asie, où elle doit participer, jeudi 24 juillet, à un sommet entre l'Union européenne (UE) et la Chine, ses pensées vont, à n'en pas douter, aux Etats-Unis. Non que les relations avec Pékin soient au beau fixe ; bien au contraire, les sujets de friction sont légion. Mais, à une semaine du 1<sup>er</sup> août, date à laquelle le président américain, Donald Trump, menace d'imposer aux importations européennes des surtaxes de 30 % si aucun accord n'est trouvé d'ici là entre Washington et Bruxelles, la présidente de la Commission européenne redoute une guerre commerciale, qui serait désastreuse pour le Vieux Continent.

Depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump a déjà augmenté les droits de douane de 25 % sur les voitures, de 50 % sur l'acier et l'aluminium et de 10 % sur un large éventail de produits. Il a aussi prévenu qu'il pourrait s'en prendre aux produits pharmaceutiques ou aux semi-conducteurs. Côté européen, en revanche, où l'on a jusqu'ici fait le choix de ménager Washington pour éviter une escalade dangereuse, aucune mesure de rétorsion n'a encore été mise en œuvre.

Cela fait des semaines que la Commission, compétente en matière de commerce, et l'administration américaine négocient, sans succès. Le commissaire au commerce, Maros Sefcovic, s'est déjà rendu sept fois outre-Atlantique. Il parle de manière quasi quotidienne avec le secrétaire au commerce américain, Howard Lutnick, le représentant au commerce, Jamieson Greer ou encore le conseiller économique de Donald Trump, Kevin Hassett.

### Des exceptions prévues

Mercredi 23 juillet, un accord semblait néanmoins envisageable, même s'il est loin d'être ficelé et que l'imprévisible M. Trump, à qui revient la décision finale outre-Atlantique, ne s'est pas encore prononcé. Le chef de cabinet d'Ursula von der Leyen, Bjoern Seibert, a présenté aux ambassadeurs des Vingt-Sept auprès de l'UE les contours de ce qui pourrait en être la base, afin de vérifier si les Etats membres seraient prêts à suivre.

Les termes du marché sont les suivants, a-t-il expliqué aux diplomates. Tous les biens européens, y compris les biens pharmaceutiques, les semi-conducteurs, les voitures ou l'acier, subiraient des droits de douane de 15 % (y compris les droits de douane actuels, de 4,5 % en moyenne), ce qui revient peu ou prou à entériner la situation

actuelle. Des exceptions seraient prévues pour l'aéronautique ou les spiritueux. « *Il faut encore voir secteur par secteur ce que cela signifie* », nuance un diplomate européen.

Pour l'acier et l'aluminium, en contrepartie, l'UE s'allierait aux Etats-Unis, dans une sorte de club, afin de lutter contre les surcapacités chinoises. La question des voitures, qui obsède autant Donald Trump, persuadé que les Européens font tout pour barrer la route aux véhicules américains, que l'Allemagne, dont les constructeurs automobiles traversent une grave crise, reste, pour sa part, à régler. « *L'accord qui vient d'être conclu entre les Etats-Unis et le Japon souligne la volonté américaine de conclure un accord avec ses partenaires* », veut croire la Commission européenne.

Si ces éléments devaient ouvrir la voie à un accord entre les Etats-Unis et l'UE, celui-ci serait largement asymétrique, puisque les Vingt-Sept, eux, ne prélevaient aucune surtaxe. Mais l'Allemagne et l'Italie, qui sont les plus gros exportateurs aux Etats-Unis, sont tentés : ils en jugent le coût absorbable – à 30 % de surtaxes, ce n'est pas le cas –, et ils veulent sortir de cette période hautement imprévisible, néfaste à l'investissement comme à l'emploi. « *On vient d'apprendre que, peut-être, il y aurait des décisions* », s'est réjoui le chancelier allemand, Friedrich Merz, mercredi soir.

Dans l'est et le nord de l'Union, où les enjeux économiques sont mineurs, ce qui intéresse les gouvernements, c'est surtout qu'il y ait un accord. Ils ont à cœur de ménager Donald Trump et ne pas prendre le risque que Washington se retire de la sécurité européenne ou arrête de soutenir l'Ukraine. Le reste, d'une certaine manière, est secondaire.

## Paquet de contre-mesures

A Paris, Emmanuel Macron, a, pour sa part, toujours milité pour un accord équilibré. Forte de son marché de 450 millions de consommateurs, l'Europe doit montrer ses muscles, juge le président français, pour qui le rapport de force est aussi le seul langage que comprenne M. Trump. Jusqu'ici, il est resté relativement isolé sur cette position. Mais il ne désespère pas, dans la dernière ligne droite, de faire valoir ses arguments et de convaincre Friedrich Merz, avec qui il dînait, mercredi, à Berlin.

Pour l'heure, la France se félicite que la Commission ait enfin prévu de présenter aux Européens, pour validation, un nouveau paquet de contremesures – des surtaxes portant sur 72 milliards d'euros de biens américains –, qui complète une première salve (de 21 milliards d'euros) déjà arrêtée. Il devait être adopté jeudi 24 juillet et entrer en vigueur, lui aussi, le 7 août, si aucun accord n'est trouvé avec Washington d'ici là. « *Dans ce cas de figure, au total, ce serait 93 milliards d'euros, c'est-à-dire 100 milliards de dollars d'exportations américaines, qui seraient surtaxées* », insiste la Commission européenne.

Cela reste loin des niveaux atteints par l'offensive protectionniste de Donald Trump. Les nouveaux droits de douane américains « *couvrent 380 milliards d'euros d'exportations de l'UE vers les Etats-Unis, soit 70 % de nos exportations* », rappelait Maros Sefcovic, le 6 mai. Pour Paris, il faut aller plus loin dans la riposte, ou en tout cas la menace de riposte. Il faut « *changer de méthode* », a répété, le 22 juillet le ministre de l'industrie, Marc Ferracci. C'est une question de « *crédibilité géopolitique de l'UE* », a insisté sur France Inter, mercredi, le ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad.

## Des discussions encore en cours

Emmanuel Macron prône l'utilisation de l'instrument anticoercition, qui permettrait à l'UE de s'en prendre aussi aux services numériques et financiers américains (contrôle des exportations, restriction de l'accès aux marchés publics, ...). Et ce, sans attendre, afin de se doter d'une arme de dissuasion face à Donald Trump. La brutalité du milliardaire américain et le ton de sa lettre du 12 juillet, dans laquelle il menace de porter à 30 % les surtaxes sur les biens européens, lui ont donné des arguments.

L'Allemagne a évolué, elle « *est aujourd'hui prête à utiliser l'instrument anticoercition s'il devait y avoir une escalade côté américain. Il y a deux semaines, elle ne voulait pas en entendre parler* », décrypte un diplomate européen. La Commission est sur la même ligne et, sauf changement d'humeur de Donald Trump, elle ne compte rien faire avant le 1<sup>er</sup> août.

Les discussions entre Bruxelles et Washington se poursuivent et Maros Sefcovic pourrait se rendre à Washington en fin de semaine. Encore faudrait-il que Donald Trump valide l'accord en cours de négociation. Peut-être, alors, demandera-t-il à Ursula von der Leyen de se prêter au jeu de la mise en scène de sa victoire politique, dans le bureau Ovale. Il lui faudra « *baiser la bague de Trump* », ironise un diplomate européen.